



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GARAGE SANS FRONTIERE**

10 RUE EMILE COMBES  
33150 Cenon

Références : 26-0068  
Code AIOT : 0100307219

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement GARAGE SANS FRONTIERE implanté 10 RUE EMILE COMBES 33150 Cenon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été menée afin de vérifier le statut administratif du GARAGE SANS FRONTIÈRE au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'inspection a été menée en présence de la police municipale de Cenon, qui a établi un rapport de constatation suite à cette visite (n°20260000000016).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GARAGE SANS FRONTIERE
- 10 RUE EMILE COMBES 33150 Cenon
- Code AIOT : 0100307219
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le GARAGE SANS FRONTIÈRE est situé au 10 rue Emile Combes à Cenon depuis les années 1990, dans un environnement urbain dense.

Le garage avait été déclaré le 19 janvier 2001 sous la rubrique 2930-1 de la nomenclature ICPE "Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur". Il est à noter que le seuil de déclaration de cette rubrique a été porté à 2 000 m<sup>2</sup> suite aux évolutions de la nomenclature, rendant ainsi le garage non classé désormais au titre de cette rubrique.

Le garage effectue des activités de peinture de carrosserie, sans toutefois dépasser le seuil de la déclaration de la rubrique 2930-2 "Application de vernis, peinture, apprêt, sur véhicules et engins à moteur" fixé à 10 kg/j.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Activité d'entreposage de Véhicules hors d'usage (VHU)	Code de l'environnement du 28/01/2026, article L.512-7 & R.511-9	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en avant une activité illégale d'entreposage de véhicules hors d'usage (VHU), qui relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Une régularisation de la situation administrative de ce site est attendue de la part de l'exploitant.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative est proposé à Monsieur le préfet de Gironde.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Activité d'entreposage de Véhicules hors d'usage (VHU)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/01/2026, article L.512-7 & R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>

#### Article L.512-7 du code de l'environnement

I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...]

#### Article R.511-9 du code de l'environnement

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Rubrique 2712** - Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> : Enregistrement

*Rubrique réglementée par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*

#### **Constats :**

L'exploitant était présent le jour de l'inspection. Il a accompagné l'inspection des installations classées, ainsi que les policiers municipaux présents, lors de la visite du garage et de ses extérieurs. Le garage est implanté sur la parcelle AW309 de la commune de Cenon, d'une superficie de 1996 m<sup>2</sup>.

Il a été constaté une accumulation importante de véhicules stationnés de manière très proche ne laissant pas la possibilité pour les visiteurs de parcourir normalement la parcelle. Un recensement non exhaustif permet de dénombrer environ 80 véhicules, dont 57 disposant d'une plaque d'immatriculation et 7 se situant à l'intérieur du bâtiment. Un nombre important de ces véhicules sont "non roulants" (absence de moteur, absence de roues) et donc considérés comme étant hors d'usage. Au sol, la présence de plusieurs moteurs démontés est constatée sur l'ensemble du site. A l'arrière du bâtiment, un stock important de pneus usagers est présent, ainsi qu'un entreposage de pièces de carrosserie issues du démontage de certains véhicules. Des irisations ont pu être constatées sur les flaques d'eau présentes sur le site ; le sol où sont entreposés les véhicules étant partiellement imperméabilisé sans toutefois être totalement étanche (atteinte de l'intégrité du béton avec des fissures par endroit).

#### **Activité illégale d'entreposage de Véhicules hors d'usage (VHU)**

Sont considérés comme exploitants illégaux les sites entreposant des VHU sur une superficie

dédiée minimale de 100 m<sup>2</sup>, sans détention d'un agrément ni enregistrement auprès de la Préfecture. Ces seuils sont ceux associés à la rubrique 2712-1, suscitée, de la nomenclature des installations classées.

A titre de rappel, il s'agit d'une nomenclature réglementaire, prévue par le code de l'environnement, chargée de regrouper les activités présentant un impact notable sur les intérêts protégés par l'article L.511-1 dudit code : enjeux de salubrité, sanitaires, environnementaux, etc. Les centres d'entreposage de VHU font partie de cette nomenclature.

Compte tenu des observations faites sur site, décrites ci-dessus, il s'avère que les activités du GARAGE SANS FRONTIÈRE dépassent le seuil des 100 m<sup>2</sup> évoqué, sans l'enregistrement requis auprès de la Préfecture.

La régularisation des activités implique de justifier le respect de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Il est proposé à M. Le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser son activité ou d'évacuer l'ensemble des véhicules présents sur le site dans un délai de quatre mois à compter de la réception par l'exploitant du présent rapport.**

En cas d'impossibilité d'évacuer les véhicules dans ce délai, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées. En tout état de cause, ce retard ne pourra dépasser la fin de l'année 2026.

#### **Traçabilité des VHU**

L'exploitant n'a pas pu présenter les justificatifs d'immatriculation des véhicules durant la visite, justifiant que les véhicules appartenaient à des clients en attente de réparation. Les plaques d'immatriculation ont été relevées dans le rapport de police et feront l'objet d'un examen ultérieur. **L'exploitant est invité à débiter dès à présent et de lui-même les démarches de contact des anciens détenteurs de véhicules et de transfert de carte grise.**

#### **État des sols**

Concernant l'état des terrains, il a été observé des irisations des eaux pluviales stagnantes sur le site.

Ainsi, au moment de la cessation d'activité, il conviendra de remettre **un diagnostic des sols** (ce point est obligatoire dans le cadre de la revente d'un terrain).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sur le volet administratif, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant (rappel à la loi), sous un délai de quatre mois :

- soit, de régulariser son activité par le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement,
- soit, de cesser l'activité d'entreposage de véhicules hors d'usage (sous le seuil des 100 m<sup>2</sup>), et ainsi :
  - évacuer l'ensemble des véhicules hors d'usage présents sur le site et d'informer l'inspection des installations classées une fois que les terrains auront été débarrassés ;

- procéder à la cessation d'activité prévue par l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

En cas de difficulté pour tenir ces délais, l'exploitant tient informé l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.

Le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire. Il dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de ses observations.

Sur le volet pénal, comme évoqué durant la visite, un signalement au procureur de la République est effectué. Ce dernier sera informé de l'avancement du dossier.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 4 mois